

LE JOUR, 1951  
2 Octobre 1951

## DIMENSIONS D'UNE POLITIQUE

Nos propos de politique étrangère collective n'ont pas pour objet une entreprise médiocre. Il s'agit bel et bien du destin des Arabes d'une part, de l'autre de celui de l'Europe occidentale.

Nous rappelons sans cesse que si la Méditerranée du nord est à l'Europe, la Méditerranée du sud est aux Arabes et aux nations du Proche-Orient.

Cela est limpide comme l'eau claire. Il suffit de faire le tour de la Méditerranée, par la mémoire ou sur la carte, pour lever le dernier doute ; et si le Maghreb, qui est le Maroc, n'était pas arabe depuis l'Atlantique, il n'y aurait pas de raison d'envoyer voir, du Caire, si quelque chose se passe au Maroc ou s'il ne s'y passe rien.

Autour de cette proposition capitale, pivote un des problèmes les plus considérables du monde actuel. Et la clé de ce problème, sa solution, est sans doute entre les mains des Anglais qui prendront ou ne prendront pas plus nettement conscience de leur qualité d'Européens d'abord, ensuite des réalités du monde arabe proprement dit.

Le jeu auquel ils se livrent, des propos délibérés ou non, c'est de refouler systématiquement le monde Arabe sur l'Asie méridionale comme si Cordoue et la Méditerranée n'existaient plus. D'où cette notion paradoxale d'un Moyen-Orient commençant dans l'Adriatique ou dans l'Egée et qui supprime le Proche-Orient (comme si le Moyen-Orient ne supposait pas de toute nécessité un Proche-Orient).

D'accord avec la géographie et avec l'histoire, nous rappellerons que le Proche-Orient se définit par la Méditerranée, le Moyen-Orient par l'océan Indien et l'Extrême-Orient par le pacifique.

Si la politique du Royaume-Uni et du Commonwealth doit subordonner à son devenir celui de l'Europe, alors l'Europe et le Commonwealth ensemble ont devant eux un sombre destin.

C'est l'Amérique et ce sont les Russes et les Jaunes qui, avec la marche du temps, prendront partout le dessus. Tocqueville voyait déjà cela il y a plus d'un siècle.

Mais si la renaissance de l'Europe est considérée par les Anglais comme indispensable au salut de leur empire, alors tout change et la politique orientale de l'Angleterre ne doit pas à ce point, perdre le Nord. Elle doit laisser à la Méditerranée son visage classique, son rôle de trait d'union entre les trois vieux continents et de facteur déterminant de civilisation et de paix.

La politique moyen-orientale actuelle de l'Angleterre, sous prétexte de stratégie, fait violence à la nature des choses. Elle suppose la négation du lien naturel qu'est le Proche-Orient, entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. Cette politique dans leur propre

intérêt et dans l'intérêt des civilisations pour lesquelles ils luttent, il faut que les Anglais la révisent d'extrême urgence. Rien n'est plus impérieux, plus vital. Sans cela il ne faut espérer aucun équilibre entre la Méditerranée et l'océan Indien, et c'est une confusion arbitraire de forces contraires ou contradictoires toujours en ébullition dont on gardera le spectacle.

Le Proche-Orient « anachronique » du Foreign Office, le Proche-Orient « perdu », ce Proche-Orient à la recherche duquel nous sommes, on a plaisir à le retrouver sous la plume de M. René Pinon dans la livraison du 15 septembre de la « Revue des Deux Mondes ». Le titre de l'article est « l'Europe et le Proche-Orient ». Il y est question, dès le seuil des « Etats du Proche-Orient, européens, asiatiques ou africains ».

Nous ne définissons pas autrement le Proche-Orient depuis des mois. C'est pourquoi supprimer sur le plan politique, le Proche-Orient, c'est éloigner l'Asie, l'Afrique et l'Europe respectivement l'une de l'autre, c'est exciter davantage les nationalismes suraigus, c'est exaspérer les passions, c'est opposer follement les religions et les races. De tout cela, l'Angleterre est dans le moment présent le témoin et l'acteur. Est-il possible qu'elle n'en tire pas à la fin une philosophie et une doctrine ?

M. Winston Churchill sait bien, lui, qu'il existe encore un Proche-Orient, et que les seize territoires mis naguère à bouillir dans la même marmite par M. E. Davies, à la Chambre des Communes, c'est de la mauvaise et redoutable littérature politico-romantique.

Voici, une fois de plus, pour la réflexion de chacun, l'information venue de Londres à la fin d'août, relative à la déclaration de M. Davies :

« M. E. Davies, sous-secrétaire aux Affaires Etrangères, parlant jeudi 26 aux Communes a éclairci un point qui jusqu'ici avait été défini de façon plutôt sommaire. A la question de savoir qu'elles sont les pays englobés dans le terme de « Proche-Orient » tel qu'il apparaît dans la terminologie officielle, il a répondu : « Le terme de « Proche-Orient » associé à l'Empire ottoman est anachronique en Grande-Bretagne ; dans le langage officiel il est maintenant remplacé par le terme « Moyen-Orient ». L'ensemble des pays ainsi désignés comprend l'Egypte, la Turquie, l'Irak, la Perse, la Syrie, le Liban, Israël, l'Arabie Séoudite, les principautés du Kuwait, Bahrein, Qatar, Muscat, le Protectorat d'Aden et le Yémen. »

La belle salade que voilà ! Mais que font donc les Turcs parmi les nations du Pacte de l'Atlantique comme à Strasbourg ?